

07 fév 2003 -16:00

Appartient à [compte rendu de la réunion du conseil des ministres du 7/2/2003](#)

Diplomatie préventive

Sur proposition de M.Louis Michel, Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord pour financer, sur le budget 2003 du Spf Affaires étrangères, les initiatives suivantes en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit :

Sur proposition de M.Louis Michel, Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord pour financer, sur le budget 2003 du Spf Affaires étrangères, les initiatives suivantes en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit :

Renforcement de la démocratie - colloque «Europe, Amérique et Islam»La Fondation « Forum d'Assilah », ONG à but non lucratif, organise depuis 25 ans le « Moussem culturel international d'Assilah ». Ce Moussem est une plate-forme de dialogue entre les cultures du Sud et du Nord, un espace dédié au droit à la différence et à la démocratie. Dans le cadre du Moussem, l'Université Al Moutamid Ibn Abbad organise en 2003 une série de colloques et de symposiums, parmi lesquels le colloque sur « L'Europe, l'Amérique et l'Islam » qui marquera l'ouverture des manifestations. Des penseurs, spécialistes, chercheurs, universitaires, théologiens et personnalités politiques y apporteront leur contribution et dialogueront avec le public. Le Conseil des Ministres du 29 novembre 2002 a déjà donné son accord pour un premier financement de ce projet (*).Renforcement de l'État de droit - Bosnie-HerzégovineLe Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine a lancé un appel urgent aux États membres de l'Union européenne pour obtenir leur appui dans la mise en place d'une Cour d'État afin de lutter contre la criminalité organisée et la corruption. En particulier, l'Office du Haut Représentant à Sarajevo demande avec insistance le détachement du Président de Chambre près la Cour d'Appel à Anvers (**) et lui propose le poste de Président de la nouvelle Cour d'État.Le SPF Justice est disposé à continuer de payer son traitement de M. Van Craen. Une indemnité supplémentaire sera prise en charge par le SPF Affaires étrangères.Promotion des Droits de l'Homme - Suivi de la Conférence de DurbanAu cours d'une visite en Belgique fin 2002, le Haut Commissaire des Nations unies aux Droits de l'Homme a demandé que notre pays prenne part au financement du suivi de la Conférence de Durban. Ce financement, et en particulier celui de l'Unité anti-discrimination du Haut Commissariat, s'effectue encore, en 2003, sur base volontaire. Il sera pris en charge par le budget des Nations unies à partir de 2004. Il est proposé de financer un séminaire régional d'experts en Europe pour traiter de la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'action de Durban. La Belgique pourra de la sorte encore mieux faire valoir son rôle consensuel en la matière, et multiplier ainsi les chances de réussite de ce séminaire.Promotion de la Paix - RDCCe projet fait suite à la récente visite du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères en Afrique centrale. Au cours de cette visite, il a été plaidé pour la prolongation de la mission de M. Niasse, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC. Toutes les parties impliquées dans le dialogue intercongolais

reconnaissent le rôle primordial du Représentant spécial et souhaitent que celui-ci prenne l'initiative pour finaliser les discussions, sans quoi la dynamique créée, après la signature de l'accord de paix du 31 juillet 2002, menace de s'effondrer.

Promotion de la Paix - RDC Durant la Rencontre ministérielle Afrique-UE du 28 novembre 2002, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères a proposé à sa collègue sud-africaine Mme N.C. Dlamini Zuma l'aide financière de la Belgique dans les tentatives de médiation de l'Afrique du Sud dans le processus de paix en RDC, et en particulier dans le cadre du mécanisme de vérification par des tiers (« Third Party Verification mechanism »). L'objectif est de veiller à l'application effective de l'accord de paix, conclu le 31 juillet 2002 à Pretoria entre les gouvernements de la RDC et du Rwanda, plus précisément en ce qui concerne le désarmement, la démobilisation, le rapatriement et la réintégration des anciennes FAR rwandaises et des groupes Interhamwe, en contrepartie du retrait des troupes rwandaises du territoire de la RDC.

Promotion des Droits de l'Homme - Cour pénale internationale La Belgique soutient la candidature de M. Marc Bossuyt en tant que juriste près la Cour pénale internationale. M. Bossuyt doit se présenter deux fois à New York, début mai 2003, afin de soutenir sa candidature.

Égalité des chances hommes/femmes - Afghanistan Ce projet s'inscrit dans un projet global par lequel Handicap international souhaite améliorer la qualité de vie des personnes handicapées en Afghanistan. La démarche consiste à tenter d'améliorer, grâce à un soutien à l'Institut orthopédique de Kandahar, la mobilité des moins-valides (et par conséquent leur qualité de vie, leur situation économique, leurs santés mentale et physique...) de la province de Kandahar et des provinces voisines du sud de l'Afghanistan. Les groupes cibles sont les femmes handicapées et le personnel féminin de l'atelier orthopédique. Le projet a été introduit par la Vice-Première Ministre Laurette Onkelinx.

Égalité des chances hommes/femmes - Afghanistan L'objectif de ce projet Unicef (***) est de s'assurer, par le rétablissement et la reconstruction de l'Afghanistan, que l'égalité des chances entre hommes et femmes soit ancrée dans tous les secteurs et que les droits des femmes afghanes soient garantis, comme prévu dans la Convention pour l'Élimination des toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes et la Convention des Droits de l'enfant. Concrètement, il s'agit de promouvoir les connaissances et les capacités des enseignantes. Le projet a été introduit par la Vice-Première Ministre Onkelinx.

Égalité des chances hommes/femmes - Afghanistan Ce projet de l'Université libre de Bruxelles (ULB) et de l'asbl « Afghanistan-Europe » propose le soutien au développement éducatif de femmes afghanes et l'aide à la création d'emplois pour veuves. Le projet comporte trois volets : établissement d'un enseignement des langues à l'Université de Heart, installation d'une structure de garde d'enfants à l'Université de Heart, création d'un atelier de confection de vêtements géré par des veuves du village de Hoze Karbas. Le projet a été introduit par la Vice-Première Ministre Laurette Onkelinx.

Égalité des chances hommes/femmes - Afghanistan L'asbl « Afghanistan libre » a développé quatre projets en Afghanistan, soutenus par la Vice-Première Ministre Laurette Onkelinx :- un projet d'atelier de couture pour veuves (coopérative), qui a pour objectif d'offrir un revenu à une cinquantaine de femmes, mais également des cours d'alphabétisation et de mathématiques afin de les rendre autonomes et opérationnelles ; - la création d'un complexe culturel et sportif pour femmes aux alentours de Kaboul ; ce projet sera cofinancé par la Commission européenne ; - la création de centres de soins primaires et de protection maternelle et infantile par la mise en place d'une infirmerie au sein des écoles existantes et, dans un second temps, l'organisation de rencontres éducatives avec les mères et les filles ; - le soutien au lycée de filles à Eshter Gram visant à pérenniser un groupe scolaire et prendre en charge les livres, fournitures scolaires, etc. pendant deux ans.

Égalité des chances hommes/femmes - Iran « Actions in the Mediterranean » (AIM) propose de développer un réseau d'amitié

entre femmes belges et femmes iraniennes. Les échanges d'expériences et une meilleure connaissance mutuelle permettrait à ces femmes, actives dans des organisations tant politiques que de la société civile, de développer des projets communs dans les domaines suivants : prise de décision dans la vie politique, rôle des femmes dans le monde du travail, participation des femmes dans la vie économique, femmes et journalisme, femmes et culture. Le projet a été introduit par la Vice-Première Ministre Laurette Onkelinx.

Démocratisation culturelle - Quinzaine culturelle judéo-marocaine La culture juive marocaine, rarement diffusée dans son pays d'origine et également peu enseignée, est restée jusqu'à ce jour presque méconnue. L'asbl « Citoyenneté plus » et le Musée d'Art juif marocain ont voulu remédier à cette situation en organisant une quinzaine culturelle. Cette activité, ouverte au grand public, a pour but (outre son caractère culturel original) aux Belges d'origine marocaine (juifs et musulmans) de découvrir aussi et de se réconcilier avec une partie intégrante de leur culture d'origine. Le projet a été introduit par la Vice-Première Ministre Laurette Onkelinx.

Égalité des chances hommes/femmes - Maroc Les pouvoirs publics marocains ont lancé un « Programme pour l'alphabétisation des femmes », qui s'inscrit dans le programme national pour la lutte contre l'analphabétisme mis en place par le Ministère de l'Éducation nationale. Cette action vise à accroître le taux d'alphabétisation tant en ville, où la femme mariée est obligée de quitter l'école pour rejoindre son foyer, qu'en zone rurale où s'ajoute le problème de structure scolaire. En effet, un nombre important d'entre elles n'a jamais fréquenté l'école ou l'a quittée avant la fin de la scolarité obligatoire. Ce projet, initié en partenariat avec la commune de Molenbeek-Saint-Jean, et introduit par la Vice-Première Ministre Laurette Onkelinx, vise à aller de l'avant en matière de pédagogie active et fonctionnelle (compte tenu des spécificités locales) et de formation. Il a été

Égalité des chances hommes/femmes - Maghreb En avril 2003 est organisé à Rabat un colloque consacré à la place de la femme sur le marché du travail dans les pays du Maghreb, ses spécificités, points communs et synergies avec l'Europe. Cette rencontre entre des représentants académiques belges et issus des pays du Maghreb s'inscrit dans la politique de l'Union européenne et prolonge les activités de la Présidence belge dans le processus de Barcelone. Le choix d'organiser la rencontre à Rabat vise à renforcer les relations entre la Belgique et le Maroc et à capitaliser les acquis de la journée d'étude consacrée à l'étude comparative de la place de la femme dans les sociétés belge et marocaine (projet approuvé au Conseil des Ministres du 26 avril 2002). Le projet a été introduit par la Vice-Première Ministre Laurette Onkelinx.

Égalité des chances hommes/femmes - Colloque international sur les Mutilations génitales féminines Plus de 100 millions de femmes et de fillettes de par le monde sont concernées par le problème des mutilations sexuelles. Certaines coutumes ancestrales privent ces femmes de leurs droits les plus fondamentaux. Depuis 1996, l'asbl GAMS lutte pour l'éradication de ces pratiques, par la sensibilisation, l'information et la prévention. Dans cette perspective, le GAMS-Belgique organisera, en novembre 2003, un colloque visant à évaluer la situation des mutilations en Afrique et en Europe et échanger les méthodes de travail entre les différents acteurs du monde médical, social, politique et de l'enseignement.

Promotion du dialogue social et égalité des chances Le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale propose huit projets introduits par la Vice-Première Ministre Laurette Onkelinx dans le domaine de la promotion du dialogue social et de l'égalité des chances.

Contribution au développement du dialogue social en Russie, Ukraine et Moldavie : collaboration entre les 3 syndicats (FGTB, CSC, CGSLB) sous la direction de l'Institut international de Formation syndicale de la FGTB.

Renforcement de la capacité des syndicats en RDC : l'Institut international pour la Formation des travailleurs de la CSC a développé ce projet.

Programme de dialogue social en Afrique francophone (RDC et Rwanda) par le BIT/PRODIAF.

Étude de faisabilité sur le développement du droit du

travail en Albanie par le Centre international de Formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT)
.Mise en ?uvre de la déclaration commune, actions en matière d'égalité des chances en Afghanistan par le Centre international de Formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT).Mise en ?uvre de la déclaration commune, actions en matière d'égalité des chances et développement de l'administration du travail avec l'Iran par le Centre international de Formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT)
.Soutien à des syndicalistes en danger en Colombie par le BIT .Égalité des chances hommes/femmes - Maroc et Afrique francophoneL'asbl PlaNet Finance propose deux projets :- développement de petites entreprises (les femmes sont ici directement visées) dans des régions rurales du Maroc afin de compléter une dynamique de développement intégré incluant éducation, infrastructure (eau et électricité) et financement de l'activité économique ;- promotion du rôle de la femme dans la vie économique dans des pays de l'Afrique francophone (Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal et Togo) par le développement d'un portail qui proposera un grand nombre d'informations et de services : documents sur les petites entreprises dans la région, articles sur les « best practices » régionales, rapports de ratings, modules de formation en ligne (e-learning)....Ce projet a été introduit par la Vice-Première Ministre Laurette Onkelinx.(*) voir communiqué n° 49 du 29 novembre 2002.(**) M. Guy Van Craen.(***) UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe